

EN BREF

LES VERTS ONT LA BOUGEOTTE

CONSTITUANTE Pour les Verts genevois, les 80 futurs élus de la Constituante ne devraient pas siéger dans la salle du Grand Conseil. Ils devraient au contraire tenir leurs séances un peu partout dans le canton, voire en France voisine et même à Nyon. «Nous aimerions que les membres de la Constituante aillent au-devant de la population», a déclaré Carine Bachmann, candidate sur la liste des Verts. Siéger à différents endroits leur permettra de mieux appréhender la région genevoise au sens large et les défis auxquels elle est confrontée. ATS

LE TROP-PERÇU REDISTRIBUÉ

TPG Avec leurs distributeurs de billets qui ne rendent pas la monnaie, les Transports publics genevois (TPG) ont perçu cette année environ 350 000 francs en trop. Cet argent sera reversé à des projets liés à la mobilité, principalement à deux associations. La Ligue genevoise contre le cancer reçoit 260 000 francs, qu'elle utilisera pour financer les déplacements des malades en taxi, ont indiqué hier les TPG. L'association Schtroumpfs, qui organise des événements sportifs pour les personnes mentalement handicapées, se voit attribuer 40 000 francs qui lui permettront d'acheter un minibus pour transporter ses membres. Les 50 000 francs restants ont permis aux TPG d'accorder un rabais supplémentaire pour la conclusion d'un abonnement de famille en août-septembre. ATS

LA «MAISON DU TERROIR» SORT DE TERRE

LULLY L'Etat de Genève regroupe ses services consacrés à la viticulture et à la promotion de ses produits agricoles dans un nouvel édifice. La première pierre de la «Maison du terroir» a été posée hier. Ce bâtiment de 1000 m² prend place à Lully, au cœur du vignoble genevois. A ce jour, les locaux techniques du domaine viticole de l'Etat, la cave de la station de viticulture et d'œnologie cantonale et l'Office de promotion des produits agricoles de Genève (OPAGE) sont disséminés sur des sites très éloignés et souffrent de locaux peu adaptés. La Maison du terroir permettra de rationaliser l'espace et de renforcer les synergies, a indiqué hier le canton. ATS

La campagne pour le travail décent passe par les villes suisses

MOBILISATION • Au cours de la Journée mondiale pour le travail décent, la population était invitée à manifester pour une transformation radicale de l'économie.

NICOLAS CHARPILLOZ

La Communauté genevoise d'action syndicale a marqué hier à sa façon la Journée mondiale pour le travail décent. Elle a réuni une petite foule de manifestants à la place des Nations à Genève pour réclamer de meilleurs conditions pour les travailleurs dans le canton. A une plus large échelle, les organisations syndicales de plus de cent pays se sont mobilisées à travers toute la planète en faveur d'une transformation radicale de l'économie.

Des centaines d'événements ont eu lieu dans le cadre de cette journée, à commencer dès l'aube aux îles Fidji pour prendre fin avec le coucher du soleil en Alaska. Au final, près de 500 villes ont participé à ce rassemblement mondial. Avec Genève, Berne a répondu à l'appel. Dans la capitale, la population était invitée à simuler des travaux forcés sur la place Fédérale (lire ci-contre).

«Des emplois correctement rémunérés et offrant une protection aux travailleurs et travailleuses et à leur famille.» La revendication émane de Jean-Claude Prince, syndicaliste et ex-membre du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT), s'adressant au public réuni devant l'esplanade de l'ONU. «Des emplois sûrs et sains, respectant pleinement les droits humains.» A quelques centaines de mètres du Bureau international du travail (BIT), le militant a rappelé que la précarité et la souffrance au travail «prennent toujours plus d'ampleur à travers le monde». La crise financière actuelle, conséquence d'un système devenu fou, aggrave une situation déjà bien pénible pour les travailleurs.

Réalité suisse pas brillante

Et de dénoncer dans la foulée: «La réalité n'est pas non plus brillante en Suisse.» En l'absence de consensus entre patrons et syndicats dans plusieurs branches, «il en ressort qu'une modification législative, même minimale, améliorant la situation des tra-

vailleurs suisses, n'aurait aucune chance d'être adoptée par le parlement». Difficile également de s'attendre, selon le syndicaliste, à une avancée significative dans le combat pour l'éradication de la pauvreté et des inégalités. Car pour atteindre ces objectifs, il faut d'abord assurer des salaires décents à tous les tra-

vailleurs, et en particulier aux jeunes en formation. Pour ces derniers, on est encore loin du compte.

Le syndicaliste a mis l'accent sur une autre lacune législative: la réintégration des délégués ou des représentants syndicaux licenciés abusivement. Sur ce point, les organisations de défense des tra-

vailleurs ont également fait entendre leurs revendications.

Collaboration publique

L'objectif était aussi hier de mettre en évidence la collaboration que peuvent apporter les collectivités et pouvoirs publics à un meilleur traitement de la question du travail précaire. A Genève, ce sont les organisa-

tions internationales qui sont souvent – à tort ou à raison – pointés du doigt. Sur leurs pratiques «plane un silence coupable si ce n'est pas une chape de plomb», assène l'ancien collaborateur de l'OIT. Elles auraient pour conséquences un accroissement de la précarité pour des milliers de fonctionnaires qui travaillent à Genève. I



La socialiste vaudoise Géraldine Savary, conseillère aux Etats, et le Fribourgeois Christian Levrat, président du PS, se sont essayés hier aux travaux forcés sur la place Fédérale. KEYTONE

LE BAGNE À BERNE

Dans le cadre de la Journée mondiale pour le travail décent, la population a été invitée hier à travailler sur la place Fédérale, transformée pour l'occasion en baigne. Au menu des travaux forcés: ateliers de couture de ballons et carrière de pierres. Cette action s'inscrit dans le cadre de la campagne de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) «Non à l'exploitation grâce à nos impôts», a indiqué hier l'organisation. L'OSEO, le Parti socialiste et différents syndicats veulent ainsi inviter les collectivités publiques à mener une politique d'achats équitables. ATS

Des alternatives à l'indécence

Les collectivités publiques ont un rôle décisif à jouer grâce à une politique d'achats équitables. Pour ce faire, les communes et les cantons doivent exiger de chaque fabricant et fournisseur de prestations le respect des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de la législation du pays de production. L'exemple des pierres à paver illustre bien le phénomène. Selon les négociants, 20% à 30% de la pierre naturelle utilisée dans la construction routière en Suisse provient d'Asie. Elle est produite par des enfants dans des conditions épouvantables. Cependant, rien de concret n'a été entrepris par les collectivités publiques pour remédier au problème alors que l'acquisition de pierres de bonne provenance coûterait à peine plus cher. Certaines communes ont d'ores et déjà prêté attention à l'origine douteuse de ces produits. Par

ailleurs, il est également possible d'exiger un label qui atteste d'une production propre, tel que le label Xertifix.

Autre exemple, les ballons de football cousus à la main provenant du Pakistan met également en lumière ce processus. La rémunération dont bénéficient les familles pakistanaises pour ce genre de travail ne leur est pas suffisante pour vivre. Les écoles acquièrent 20% à 30% des ballons importés mais ne se soucient que rarement de leur provenance ou des conditions de production, selon un questionnaire obtenu par l'OSEO (Œuvre suisse d'entraide ouvrière). Pourtant, des alternatives sont possibles. Des ballons produits dans des conditions décentes sont disponibles dans le commerce pour un prix à peine supérieur à ceux d'origine douteuse. NCZ

Que faire des versets homophobes?

RELIGION • Catherine Gaillard, lesbienne et radicalement à gauche, débat ce soir avec le libéral Jacques-Simon Eggly sur la question de l'homosexualité.

RACHAD ARMANIOS

«Les hommes (...) se sont enflammés de désir les uns pour les autres, commentant l'infamie d'homme à homme et recevant en leur personne le juste salaire de leur égarement.» (Eptre de Paul aux Romains, ch. 1, verset 26)

Homophobie, misogynie, violence... Certains versets de la Bible heurtent les sensibilités ou fondent des opinions que d'autres jugent discriminantes. Comment aborder ces passages bibliques qui font polémique? C'est l'objet d'un cycle de conférences organisé par plusieurs organisations homosexuelles. Ce soir, elles ont invité la conseillère municipale Catherine Gaillard (Solidarités)

et l'ancien conseiller national Jacques-Simon Eggly (libéral).

«Comme femme, homosexuelle, athée radicalement à gauche, je ne considère pas la Bible comme devant être le fondement de notre société», annonce d'emblée M^{me} Gaillard, présidente de l'association de lesbiennes Lestime. S'il est si dur pour une femme d'être à égalité avec les hommes en politique, l'histoire de la perte du paradis originel à cause d'Eve y est pour beaucoup, selon l'ancienne présidente du Conseil municipal.

Selon cette anticléricale, en rester au «passéisme» des religions, par

exemple sur la question de l'homosexualité, est une forme de fondamentalisme: «On sait les ravages que ce genre d'interdits, surtout s'ils se veulent divins, créent auprès des jeunes homosexuels. Dans cette population, il y a sept fois plus de tentatives de suicide que chez des jeunes hétérosexuels.»

«Les homosexuels ne doivent pas attendre des Eglises qu'elles les acceptent, mais ils doivent eux-mêmes changer les Eglises», invite M^{me} Gaillard. Si elle salue les lectures progressistes de la Bible – féministes ou favorables à l'homosexualité... –,

elle juge difficile de «renverser la vapeur» ainsi.

Pour Jacques-Simon Eggly, les «versets qui dérangent» doivent être replacés dans leur contexte historique: «Je fais la part entre une Bible qui est un grand livre d'histoires, avec leur part de violence, et la Bible traversée par le souffle prophétique et le message d'amour qui est le meilleur de notre héritage.»

Se disant marqué par la culture protestante, M. Eggly navigue entre ouverture et conservatisme sur la question de l'homosexualité: «J'ai défendu dans la commission compétente du

Conseil national la loi sur le PACS. J'ai dû me forcer, mais la limite acceptable était que le partenariat entre homosexuels se différencie du mariage naturel dirigé vers la perpétuation de la famille. L'adoption a été proscrite.»

L'homosexualité, si elle n'est pas tout à fait naturelle, existe et il ne faut faire aucune discrimination, poursuit-il. Du moins sur le plan civil. Car M. Eggly légitime le droit des Eglises de ne pas bénir une union homosexuelle, comme s'y est récemment refusée l'Eglise protestante vaudoise. I 20-22h, Uni Bastions, Genève, salle B112. Prochaines conférences, les 15 et 22 octobre, rens.: www.dialogai.org